

Communiqué de presse – 30.11.2018

Pour une véritable loi sur le contrôle des produits du tabac

Le projet de loi sur les produits du tabac prochainement soumis au vote du Parlement place les profits de l'industrie du tabac avant les libertés et la santé de la population suisse. Est-ce que notre Assemblée fédérale doit d'abord servir les intérêts du lobby du tabac avant ceux des citoyens suisses ?

Situation

Après le rejet par l'Assemblée fédérale d'un premier projet de loi sur les produits du tabac (LPTab) en 2016 et une nouvelle consultation lancée en 2017, le Conseil fédéral a soumis aujourd'hui un nouveau projet de loi au Parlement. Durant la procédure de consultation, 1237 prises de position ont été déposées. La SSPH+, les Académies suisses des sciences (A+), de nombreuses facultés de médecine, des instituts académiques, des hôpitaux et des associations médicales, ainsi que plus de 300 professeurs en médecine, en droit et en santé publique, des médecins et des scientifiques de toute la Suisse ont rejeté cet avant-projet. Pourtant, les arguments de la population et de la science semblent de nouveau avoir été sacrifiés en faveur des intérêts de l'industrie du tabac.

La nouvelle version de la loi sur les produit du tabac (LPTab) est inacceptable et dangereuse pour de nombreuses raisons :

- Les enfants et les jeunes sont privés de la protection à laquelle ils ont droit. Comme plus de la moitié des fumeurs commencent à fumer avant l'âge de 18 ans, cela porte atteinte aux intérêts et à la santé de toutes les générations.
- La santé des individus et les intérêts et les libertés des citoyens sont sacrifiés en faveur des intérêts du lobby du tabac, en total contradiction avec les preuves scientifiques universellement reconnues et en l'absence de transparence par rapport aux intérêts en jeu.
- Le bien-être et la santé des citoyens ne sont pas pris en compte, pas plus que la liberté de ceux qui souhaitent arrêter de fumer – soit la majorité des fumeurs – et celle de ceux qui ne souhaitent pas souffrir de la fumée passive.
- Le projet LPTab ne tient pas non plus compte des frais énormes engendrés par le tabac pour notre système de soins. Les coûts directs du tabac pour les caisses maladies dépassent les 1,5 milliards de francs suisses par année, soit plus du double de ce que les caisses économisent en contrôlant les factures des médecins (environs 600 millions de francs par an)
- Ce projet ne respecte pas l'opinion et la volonté du peuple. 58% des Suisses sont en effet en faveur d'une interdiction générale de toute publicité pour le tabac.
- Ce projet de loi empêche à la Suisse de ratifier la Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (en anglais la convention cadre pour le contrôle du tabac : Framework Convention on Tobacco Control) qui constitue le standard international pour le contrôle des produits du tabac ratifié par 168 pays dans le monde.

La SSPH+ demande au Parlement fédéral de ne pas tomber dans le piège de l'industrie du tabac et d'adopter une loi véritablement orientée sur le bien-être et la santé de la population suisse et respectant les droits et les libertés des citoyens. Le Parlement doit réviser le projet de loi sur les produits du tabac (LPTab) afin que les intérêts de la population et la protection de la santé, en particulier celles des enfants et des jeunes, soient respectés en priorité. La SSPH+ demande aussi que le processus d'adoption de la LPTab se fasse de manière transparente dans l'intérêt de la population.

La prise de position de la SSPH+ est soutenue par les Académies Suisses des Sciences, de nombreux instituts universitaires, centres hospitaliers et associations de médecins, dont le département santé publique et professions de la santé de la FMH, ainsi que plus de 300 professeurs, médecins et scientifiques spécialisés dans la santé publique de toute la Suisse, ainsi que par Thomas Zeltner, président du conseil d'administration de la caisse-maladie KPT/CPT, Thomas Szucs, Président du conseil d'administration du Groupe Helsana, et par Felix Gutzwiller, Président de la Fondation Sanitas.

Adresse de contact

Français: Dominique Sprumont, +41 79 247 74 52, dominique.sprumont@unine.ch

Deutsch: Nino Künzli, +41 79 535 85 25, nino.kuenzli@swissth.ch

Italiano: Luca Crivelli, +41 79 367 92 27, luca.crivelli@usi.ch

English: Suzanne Suggs, +41 79 78 806 22 45, suzanne.suggs@usi.ch